

plutonigène de certains réacteurs, on voit mal comment on pourrait « réinsérer » dans l'économie » un Mirage IV ou un SSBS et tout l'équipement industriel que leur construction implique. Le P.C.F. oublie-t-il que c'est STRUCTURELLEMENT, dans la NATURE du capitalisme, qu'existent les dépenses militaires (selon l'expression de Marx, les dépenses militaires sont du « capital jeté à la mer », épongeant les crises de surproduction et assurant, grâce au progrès technique, un capitalisme florissant). Ces dépenses ne peuvent être reconverties en économie capitaliste sans entraîner une terrible crise.

C'est là encore une raison qui rend le réformisme impossible (et voilà pourquoi Wilson n'a pas abandonné l'armement nucléaire britannique malgré toutes ses promesses).

b) Les nationalisations

Pour supprimer les monopoles, nationalisons-les !

Mais en quoi, en économie capitaliste, un secteur nationalisé renonce-t-il au profit comme moyen de reproduction et d'augmentation du capital fixe et du capital variable ? Autrement dit, en quoi « la nationalisation de l'électronique, de la chimie, de l'industrie pharmaceutique » fera-t-elle disparaître le frein que nous avons vu être la surconsommation relative ? Et en quoi nationaliser ce secteur résoudra-t-il le problème du FINANCEMENT de la Sécurité Sociale ?

Ceci ne veut pas dire que la nationalisation des laboratoires ne soit pas une mesure nécessaire. Elle permettrait l'harmonisation de la production des spécialités. Elle permettrait la REDUCTION des scandaleuses marges bénéficiaires. Mais cela ne les fera pas DISPARAITRE.

4. L'Etat-miracle : la démocratie véritable

La logique est la suivante : reconnaître que « le pouvoir suprême appartiendra aux représentants du peuple élus au suffrage universel direct et proportionnel que forment l'Assemblée Nationale unique ».

Donc tenter de réunir autour d'un programme démagogique l'ensemble des mécontents et espérer que ces mécontents formeront une majorité parlementaire qui portera le P.C.F. au pouvoir pour « opérer les indispensables réformes de structures ».

De la première proposition découlent le refus d'amener les travailleurs à vouloir gérer leurs propres affaires, l'acceptation de la notion de tripartisme dans le Service National de Santé — c'est-à-dire la démobilisation des masses et la prise en main par la bureaucratie et ses alliés et dans les hôpitaux comme ailleurs en Mai la C.G.T. limita pratiquant les comités de grève aux délégués syndicaux, n'organisa pas un double pouvoir face à la carence administrative, mais organisa au contraire la reprise du travail (et dans certains hôpitaux on alla jusqu'à sabler le champagne mais on oublia de faire voter la reprise).

La deuxième proposition explique le refus de montrer aux travailleurs que les problèmes sont inhérents au système capitaliste, le refus de développer la lutte des classes, le refus de réaliser des alliances de classe, mais la volonté de créer un front des mécontents : « la politique gouvernementale dans le domaine sanitaire a comme résultat de dresser contre elle tous les intéres-